

Brussels, 5 juillet 2004

Forum UE-Afrique sur le coton : Pascal Lamy prône une stratégie commune en faveur des pays africains

Réuni aujourd'hui à Paris, le Forum UE-Afrique sur le coton vise à mettre en œuvre une stratégie commune pour soutenir les pays africains producteurs de coton. Lors de son intervention au Forum, le Commissaire européen chargé du commerce international Pascal Lamy a déclaré : « Nous sommes parfaitement conscients que le coton joue un rôle essentiel pour le développement économique de pays africains qui sont parmi les plus pauvres du monde. Nous sommes conscients également que cette diminution du prix du coton a directement affecté et appauvri des millions de petits producteurs. Il était primordial de commencer par un cas test. Nous voyons donc dans le cas du coton une dimension d'urgence dans le cadre d'une stratégie générale concernant les matières premières agricoles. C'est aussi la raison de la mise en place de ce partenariat Union européenne - Afrique pour le coton. »

Il a ajouté : « L'Europe quant à elle a également travaillé sur elle-même. Nos engagements de politique agricole ne sont pas restés lettre morte. En avril de cette année, l'UE a adopté, de sa propre initiative, une profonde réforme de son régime coton. Elle s'y est engagée alors que la production européenne ne représente qu'une partie marginale de la production mondiale (autour de 2 %) et que les soutiens apportés dans l'UE n'ont pas d'impact significatif sur les tendances des prix mondiaux. »

Mais il a mis en garde : « Notre réforme n'exonère en rien de l'obligation politique qui pèse sur les autres pays développés de réformer leurs politiques de soutien agricole. C'est bien ce qu'ont convenu les dirigeants du G8 dans leur récent sommet de juin . Le cadre approprié est évidemment la négociation agricole à l'OMC. A ce sujet, nous travaillons durement en ce moment pour élaborer un accord cadre d'ici la fin juillet. »

Exprimant la position de l'UE Pascal Lamy affirmé : « Pour le cas particulier du coton, la position de l'UE est très claire : nous soutenons la recherche d'une solution spécifique au coton. Et il est nécessaire que cette solution fasse partie intégrante des négociations agricoles, dans l'intérêt même des producteurs africains : si le coton est isolé d'une négociation plus large dans laquelle un équilibre global peut être trouvé, il me paraît illusoire d'obtenir un résultat substantiel sur ce dossier. Il faut trouver des incitants aux autres parties, pour l'essentiel les Etats-Unis, de manière à ce qu'ils modifient leur politique. Nous avons là une occasion d'y parvenir dès juillet. »

« Mais », a-t-il ajouté, « l'Europe ne se contente pas de déclarations générales. Nous avons fait des propositions concrètes. Premièrement, nous proposons que les pays développés éliminent les soutiens domestiques qui créent le plus de distorsions aux échanges. Deuxièmement, nous proposons d'éliminer toute forme de soutien aux exportations dans le secteur du coton. Troisièmement, nous proposons d'ouvrir entièrement nos marchés pour le coton des PMA, comme l'a fait l'Europe avec son

initiative « Tout sauf les armes ». Quatrièmement, tout ceci doit se faire dans un calendrier qui permette de faire droit à l'urgence de la situation. »

« Des éléments extérieurs à la négociation proprement dite sont intervenus évidemment. Je parle ici du fameux panel coton initié par le Brésil contre les États-Unis. [...] La conséquence que je tire de tout cela est simple : raison de plus, selon moi, de trouver rapidement un accord au sein même de la négociation en cours; cet accord doit être une solution particulière au coton, y compris en terme de calendrier, au sein de la négociation agricole. Je l'ai dit à Dakar lors d'une réunion du G90, je le redirai à Maurice la semaine prochaine dans une nouvelle réunion du G90 »

« Pour conclure, ce forum illustre la volonté résolue de l'Union européenne d'établir un dialogue ouvert et constructif avec nos partenaires africains. Notre ambition conjointe doit être que ce partenariat ne soit pas une réaction à un effet de mode ou de mobilisation, mais qu'il s'inscrive dans la durée. Qu'il agisse tant sur les politiques internes que sur le commerce; qu'il engage les politiques nationales des pays en développement comme des pays développés; et qu'il assure que l'ouverture commerciale agisse en faveur des pays en développement par une asymétrie des efforts. C'est donc une mobilisation de longue haleine ».

Le texte du discours :

http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/development/index_en.htm